

Déclaration liminaire F.O. -DGFIP 76 14 avril 2014

Monsieur le Président,

Ce 4^{ème} CTL de l'année 2014 sera pour notre Organisation Syndicale le 1^{er} CTL auquel nous assisterons.

Les Etats Généraux de la DGFIP se sont tenus le 4 décembre dernier en présence de plus de 400 militants venant de la France entière, notre section locale y était représentée par notre camarade Hervé PINEL. A l'issue des débats, les OS ont décidé de mettre en place des initiatives sur tout le territoire afin de marquer le raz le bol des personnels face aux suppressions d'emplois, aux conditions de vie au travail dégradées, aux salaires gelés, voire diminués, et à la non reconnaissance de leur compétence à travers des baisses drastiques des taux de promotion.

F.O.-DGFIP 76 a donc décidé de boycotter toutes les instances (3 CTL et le GT sur le DUERP) jusqu'au 20 mars inclus .

Durant cette période, l'intersyndicale a rencontré les agents du département les appelant à la mobilisation pour défendre les emplois et refuser la démarche stratégique du Directeur Général. **F.O.-DGFIP** en demande d'ailleurs l'arrêt car c'est un outil de destruction des missions et du réseau, sa finalité étant son adaptation aux manques de moyens !

Le 20 mars, les agents de Seine Maritime ont donc répondu à l'appel des OS, comme dans tout le pays.

F.O.-DGFIP s'interroge sur les nouvelles pratiques de recensement du nombre de grévistes :

- Le recensement impératif avant le début de la plage fixe (9h30) relève de la gageure (c'était 10 heures antérieurement)
- Le recensement des seuls grévistes nécessite la présence d'agents... impossible quand tout le monde est en grève (y compris le comptable) !

F.O.-DGFIP dénonce une manipulation organisée des chiffres de la part de la Direction Générale, la démarche stratégique doit passer, quels que soient les moyens employés.

Au niveau local, **F.O.-DGFIP 76** acte la rectification des chiffres, en espérant que ces derniers soient vraiment les bons !

Les résultats du baromètre social, voulu par le Directeur Général, ne font que confirmer le malaise ambiant.

Quelques chiffres :

- 61 % de ceux qui ont répondu estiment que la charge de travail génère un stress élevé.
- 59 % ont l'impression de souvent travailler dans l'urgence (mais est-ce seulement une impression ?)
- 64 % pensent que la DGFIP évolue dans le mauvais sens !
- 41 % trouvent le rythme de changement trop rapide, 15 % correct et 9 % trop lent ! (des hyper actifs certainement !!!)

Ce résultat de grève, tant en local qu'en national, montre la rupture de plus en plus profonde entre les agents des Finances et leurs ministres sur la façon d'exercer leur métier et leur conception du service public.

Ce 20 mars, reçus par Ms Moscovici et Cazeneuve, nos représentants nationaux ont entendu un discours convenu sur la qualité des agents et le caractère essentiel des missions de la DGFIP. Il s'est conclu sur la maîtrise des dépenses publiques, l'annonce non chiffrée de suppressions d'emplois pour 2015, le maintien de la démarche stratégique et le pacte de responsabilité.

F.O.-DGFIP rappelle son attachement au statut général de la Fonction Publique et aux statuts particuliers des agents de la DGFIP, seuls garants de l'égalité de traitement du citoyen devant le service public.

Force Ouvrière luttera contre la mise en place de la Fonction Publique d'emplois au détriment de la Fonction Publique de carrière préconisée dans le rapport Pêcheur. Le danger est que l'emploi soit soumis à l'arbitraire du gestionnaire, voire du politique, y compris en terme de rémunération.

Mépris et dialogue de sourds, voilà ce que nous en retenons aujourd'hui.

La ligne de conduite a été donnée le 14 janvier par le Président de la République.

Le discours de politique générale du nouveau 1^{er} ministre a d'ailleurs confirmé l'aggravation de la politique d'austérité à travers du pacte de (ir)responsabilité ! Sur les 50 milliards, 19 milliards pèseront sur le budget de l'Etat pour les 3 ans à venir. A titre de comparaison, la RGPP en a ponctionné 12 milliards sur 5 ans... Techniquement, bon nombre d'économistes jugent cela irréalisable...

Une fois de plus, les points mis à l'ordre du jour de ce CTL ne le sont que pour information.

Seuls sont soumis au vote les modifications d'horaires d'ouverture au public du CFP d'Offranville ainsi que l'approbation de procès verbaux (que nous avons tous boycottés - alors que **F.O.-DGFIP** n'est pas traditionnellement pour la politique de la chaise vide - !)

Le bilan de campagne des avis et du contrôle fiscal ainsi que la préparation de la campagne 2014 seront donc abordés lors de cette réunion.

A contrario, **F.O.-DGFIP 76** s'inquiète d'une **nouvelle expérimentation**, découlant de la démarche stratégique, avec la mise en place de « centres de contacts » pour les contribuables particuliers.

Ces nouveaux centres sont adossés aux Centres Impôts Services. Dans quelle mesure, celui de Rouen est concerné ?

Mais surtout quel en sera l'impact pour les personnels et les services concernés de la DRFiP 76 (accueil physique, téléphonique et courriel) ?

Voulez vous faire de l'Administration un service commercial à l'instar d'EDF ? Sont-ce les prémices de la réorganisation fonctionnelle des trésoreries mixtes et des SIP ?

Toutes les mesures et réflexions mises en œuvre dans la démarche stratégique (ex : seuil des 300€, mesures d'incitation à la téd déclaration, place du rect amiable etc...) visent à éloigner les Services Publics des usagers dans un seul but : justifier les suppressions d'emplois et réduire les coûts.

Renoncement ,

Abandon,

Désertification du territoire,

L'implacable démarche stratégique avance sans préoccupation ni considération des personnels et des populations, notamment les plus fragiles et les plus démunies.

**c'est le terrible constat que fait Force Ouvrière
Pour F.O. , le service Public, c'est la République.**

Face à la destruction programmée des services publics et de la remise en cause du pacte républicain, **F.O.-DGFIP 76** appelle les agents de la DGFIP à poursuivre les combats engagés et à s'inscrire dès aujourd'hui dans toutes les actions à venir et notamment celle programmée le 15 mai au niveau de la Fonction Publique.